

L'ÉDITO

Promesses et réalité

Les bonnes vieilles promesses électorales ne s'usent jamais : en 2017 comme en 2012, les candidats, abracadabra, s'engageront à « inverser la courbe du chômage ». Il y a une belle lurette que plus personne n'y croit. Mais les vieilles recettes ont la peau dure et les Français sont ainsi faits qu'ils oublient très vite qu'elles sont parfois indigestes... Pourtant, le chômage n'est pas une malédiction : ici ou là, sans poudre de perlimpinpin ni discours incantatoires, il est même tenu à distance, parce qu'une ville, une région et des entreprises ont su s'allier pour transformer leurs particularités locales en atouts. Les miracles n'existent pas et ce n'est pas le plein-emploi. Mais les bonnes nouvelles sont trop rares pour que l'on ne se réjouisse pas de ces exemples.

JEAN-MARIE MONTALI

Chômage : à chaque

EMPLOI. Le chômage a grimpé en flèche depuis 2008, mais certains bassins d'emploi ont réussi à le contenir. Que se cache-t-il derrière cette réalité ?

S'ENGAGER sur une baisse du chômage, promettre de retrouver le paradis perdu du plein-emploi... pas un politique n'y résiste. D'une campagne électorale à une autre, le refrain tourne en boucle. « Le chômage n'est pas une fatalité. Et j'inverserai la courbe », avait ainsi lancé François Hollande en plein entre-deux-tours des élections de 2012. Raillant alors le président sortant, Nicolas Sarkozy, qui avait dit, cinq ans plus tôt, que sa présidence « serait un échec si le taux de chômage ne revenait pas à 5 % en 2012 »...

Qu'ils soient candidat à la présidentielle, député ou maire, l'emploi est, avec l'épineux sujet de la sécurité, leur thème de prédilection pour draguer les électeurs. La préoccupation numéro un des Français.

A-t-on tout essayé ? Nous avons voulu voir si localement, à l'ombre des projecteurs, certains réussissaient mieux que d'autres à s'en sortir. Pour cela, nous avons fait tourner les calechettes, analysé les chiffres du chômage de l'Insee sur une période longue : entre le

1^{er} trimestre 2008 — au moment où la courbe a grimpé en flèche à cause de l'impact de la crise financière et économique — et le 1^{er} trimestre 2016. En huit ans, dans la métropole, le taux de chômage s'est envolé de 6,8 % à 9,9 % de la population active. Pas un endroit en France n'a été épargné.

Pourtant, certaines agglomérations ont mieux tiré leur épingle du jeu, en limitant la hausse du nombre de demandeurs d'emploi. Pourquoi ? Comment ? Nous sommes allés à Cherbourg (Manche), à Saint-Flour (Cantal) et à Houdan (Yvelines) pour comprendre les raisons de cette bonne résistance au chômage.

Verdict ? Il n'existe pas de modèle unique, mais plutôt un mélange d'ingrédients locaux : des élus qui retroussent les manches pour attirer les entreprises, des avantages géographiques bien exploités, des infrastructures adaptées, etc. Autrement dit, les bonnes pratiques qui marchent à un endroit ne sont pas toujours transposables ailleurs.

D'autant que derrière un bon taux de chô-

mage peuvent se cacher des artifices statistiques. « Beaucoup de zones d'emploi qui ont un faible taux de chômage sont en réalité des territoires peu attractifs qui perdent des habitants, notamment des jeunes », prévient l'Insee. Forcément, il est plus facile d'avoir peu de chômeurs quand la population s'en va...

Raison pour laquelle des économistes mettent en garde sur l'utilisation « politique » du fameux taux de chômage comme seul instrument de mesure de l'emploi. L'enjeu est bien évidemment d'inverser la courbe, comme le martèle François Hollande qui en fait la condition pour se représenter. Mais pas n'importe comment : en créant des emplois.

CATHERINE GASTÉ ET SÉBASTIEN LERNOULD

Les bonnes pratiques qui marchent à un endroit ne sont pas toujours transposables ailleurs

« Ce qui compte, c'est le nombre d'emplois créés »

Mathieu Plane, économiste à l'OFCE

POUR MATHIEU Plane, économiste à l'OFCE, un bon taux de chômage ne traduit pas forcément le dynamisme d'un territoire. Face au chômage, certains bassins d'emploi résistent mieux que d'autres. Quels enseignements peut-on en tirer ?

MATHIEU PLANE. La crise n'affecte pas de façon équivalente l'ensemble du territoire français. On peut avoir des divergences importantes d'une région à une autre, liées en particulier à la spécialisation productive. Les régions les plus affectées sont souvent industrielles. Les régions de services ont plutôt mieux résisté. Cela dépend de



la spécialisation ou non de certaines zones dans des secteurs en forte croissance, mais aussi du positionnement géographique : avoir de bons réseaux de transports permettant aux entreprises d'être bien connectées aux autres territoires pèse également.

D'un endroit à un autre, le taux peut néanmoins varier de 5 % à 10 %, voire plus... Le taux de chômage n'est pas forcément le bon indicateur du dynamisme local en matière d'emploi. Parce que c'est un ratio comptable : cet instrument de mesure regarde le nombre de chômeurs rapportés à la popu-

lation active. Or, quand cette dernière est assez faible, parce qu'il y a beaucoup de retraités ou d'inactifs, le taux de chômage peut être très bas. Il peut être biaisé par le fait que beaucoup de personnes sont parties chercher un travail dans un territoire plus dynamique. C'est typiquement le cas dans les petites villes, où les jeunes formés partent trouver un emploi dans une plus grande agglomération. Ceux qui restent sont les personnes plus âgées et celles qui ont du travail, parmi lesquelles les artisans, professions libérales, travailleurs indépendants ou fonctionnaires sont fortement repré-

sentés. Dans ces endroits, les emplois de salariés sont relativement peu nombreux. **Le taux d'emploi est-il un meilleur indicateur pour évaluer le dynamisme d'un bassin d'emploi ?**

Oui. Car ce qui compte, c'est le nombre d'emplois créés. Or certaines agglomérations dynamiques peuvent afficher un taux de chômage relativement élevé, car elles attirent de nombreux actifs.

Que peut-on encore faire contre le chômage ?

Il n'y a pas de recettes miracles. Les très bons scores de taux de chômage

de petites zones d'emploi ne sont pas transposables à de grandes agglomérations. Ensuite, quand on résorbe le chômage sur un territoire, on reporte le problème ailleurs. Pour sortir de cette impasse, il faut une politique nationale tournée vers la croissance : on n'a encore rien trouvé de mieux pour créer de l'emploi. Sauf que cette croissance fait cruellement défaut en France, mais aussi dans la zone euro. La France ne pourra pas s'en sortir toute seule.

Propos recueillis par C.G.



Saint-Flour (Cantal). En zone rurale et peu peuplée, la ville a pourtant su profiter de l'autoroute A 75 pour favoriser l'implantation d'entreprises.

Saint-Flour dit merci à l'A 75

Taux de chômage du bassin de Saint-Flour



Saint-Flour (Cantal)
De notre correspondant

A PRIORI, Saint-Flour (Cantal) et ses environs ne ressemblent pas à l'Eldorado de l'emploi. Pas d'entreprise du CAC 40 comme chez le voisin clermontois, ni d'industrie de pointe. Pourtant, l'agglomération s'en sort bien avec un chômage à 5,9 %, qui n'a augmenté que de 1,4 point en huit ans. Entre 2008 et 2013, elle a réussi à limiter la casse, avec 2,8 % d'emplois en moins, selon les derniers chiffres Insee.

Car elle a un atout majeur : l'A 75. L'autoroute, qui relie Clermont-Ferrand à Béziers gratuitement, passe sur la commune. C'est elle qui a décidé le groupe Man à ouvrir un garage de 2 000 m² à Saint-Flour en juillet. « Nous sommes l'importateur exclusif en France d'une gamme de remorque. L'autoroute gratuite à deux pas et la position centrale de la ville nous ont convaincus », explique Olivier Cassagne, à la tête du site.

Une attractivité assez récente. « L'autoroute est arrivée dans les années 1990. Ce fut un rendez-vous manqué. Nous n'avions pas la capacité d'accueil », reconnaît Pierre Jarlier, le maire (UDI) depuis vingt-trois ans.

Des avantages pour les entreprises

Alors, la communauté de communes a construit 4 zones où une cinquantaine d'entreprises se sont développées depuis quinze ans. Des zones qui ont profité de petites initiatives : aide à l'emploi, vente avantageuse de terrain, exonération de taxe professionnelle grâce au classement en ZRR (zone de revitalisation rurale). Et même la construction d'ateliers subventionnés à 33 %. Fleurus, spécialisé dans la maroquinerie de luxe, a failli déménager pour se développer. Mais les avantages proposés ont fait mouche. L'an dernier, le site s'est agrandi de 3 000 m², créant une vingtaine d'emplois. Aujourd'hui, 130 personnes y travaillent. Majoritairement des femmes d'agri-

| | | |
|--|---------------------------------|--------|
| | Population : | 35 224 |
| | Emploi total : | 14 563 |
| | Dont emploi salarié : | 69,4 % |
| | Taux d'activité des 15-64 ans : | 75 % |

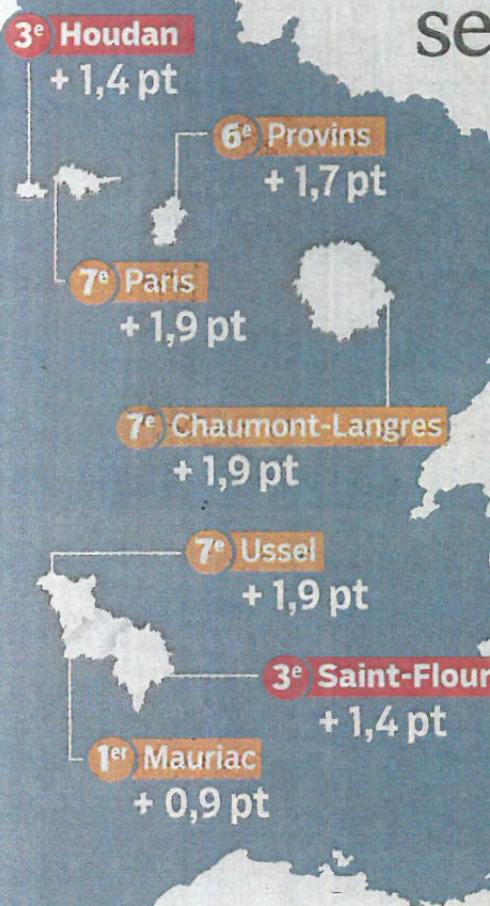
Source : Insee. N.B. : Chiffres 2013.

culteurs. « Il y a vingt ans, nous avions 20 % d'actifs dans l'agriculture. La crise les a frappés, il a fallu leur créer des emplois dans de nouveaux domaines », poursuit Pierre Jarlier. La population dans le bassin avait chuté de 10 % à la fin du siècle dernier. Depuis dix ans, elle a augmenté de 2,4 %, selon la communauté de communes. Pourtant, les jeunes continuent de partir. La scierie de Gilles Chadelat ne cesse de se développer depuis quarante ans. Aujourd'hui, il avoue « avoir du mal à trouver des salariés ». Et l'entrepreneur, sourire en coin, y voit l'une des raisons des bons chiffres du chômage. « Peut-être que les gens vont chercher du travail à Clermont. Et c'est là-bas qu'ils sont au chômage. »

SIMON ANTONY

territoire sa recette

A Houdan, les PME se serrent les coudes



LE TOP DES 10 BASSINS DE L'EMPLOI QUI RÉSISTENT LE MIEUX
Evolution du taux de chômage entre 2008 et 2016

Houdan (Yvelines)

« NOUS SOMES dans une région privilégiée avec un superbe cadre de vie où il fait bon vivre et travailler. » Chef d'entreprise à la tête d'un réseau local d'entrepreneurs, Marcel Filosa ne cache pas son bonheur de travailler à Houdan. Et pour cause : d'après l'Insee, le bassin d'emploi de cette commune des Yvelines connaît le taux de chômage le plus bas de France. Surtout, il résiste à la crise : il n'a augmenté que de 1,4 point depuis 2008, pour atteindre 4,6 %.

Pas de recette miracle. Mais une pincée d'avantages géographiques, une bonne dose de PME qui privilégient l'emploi local ajoutées à quelques mesures de politique volontariste composent un cocktail qui marche. Si près, si loin. A quarante-cinq minutes de la capitale, le foncier est très attractif pour la région parisienne. « Il y a deux ans, j'ai

| | |
|--|--|
| | Population: 37 774 |
| | Emploi total: 11 563 Dont emploi salarié: 82,1% |
| | Taux d'activité des 15-64 ans: 75% |

Source : Insee. N.B. : Chiffres 2013.

racheté un terrain pour m'installer dans la zone industrielle de Bazainville. J'ai pu étendre mes locaux de 200 à 750 m² et embaucher quatre salariés », raconte Christophe Blanadet, directeur du sous-traitant en électronique Soudotique.

Autre avantage du territoire : la solidarité entre les entreprises. « Il y a une volonté de favoriser l'activité locale. Je travaille avec une société de production de machines à côté dont l'activité est complémentaire de la mienne », poursuit l'entrepreneur. « Lorsqu'un de mes employés me quitte, je le recommande à d'autres employeurs du secteur », renchérit Patrick Mitchell, vice-président de l'Association des industries et entreprises du Pays houdanais (Aphie), un réseau qui fédère 125 entreprises du cru.

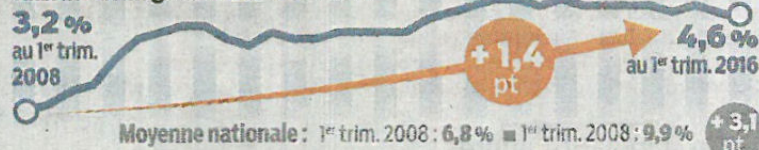
Les grandes surfaces boudées

En s'installant, Christophe Blanadet a également pu compter sur la cellule économique de la communauté de communes du Pays houdanais (CCPH). Tout est fait aussi pour protéger les commerces de proximité. Les élus locaux s'opposent à l'arri-



Houdan (Yvelines). Christophe Blanadet, qui dirige une société spécialisée dans l'électronique, a pu profiter de prix du foncier imbattables pour la région parisienne.

Taux de chômage du bassin de Houdan



vée de grandes surfaces qui risqueraient de les fragiliser. A Houdan, il est également interdit de remplacer un commerce de détail par des bureaux ou des logements. « La présence de nombreux emplois publics en crèches, en maisons de retraite ou à l'hôpital de Houdan assure également un emploi aux travailleurs moins qualifiés », complète Jean-Jacques Mansat.

Un tableau idyllique à nuancer, car le découpage de l'Insee peut agir en trompe-l'œil. « Même si nous avons de bons résultats, des

villes comme la mienne ont un taux de chômage supérieur au reste de la zone d'emploi, prévient Eric Tondu, le maire (SE) de Maulette. Des communes plus éloignées, comme Montfort-l'Amaury ou Méré, avec des populations plus aisées et âgées, font baisser la moyenne. »

HENRIK DELAIRE

INTERACTIF leparisien.fr
Les zones d'emploi et le chômage

Les chantiers navals maintiennent Cherbourg à flot



Cherbourg (Manche). La bonne santé des chantiers navals aide la région à tenir la barre face au chômage.

| | |
|--|--|
| | Population: 206 797 |
| | Emploi total: 82 218 Dont emploi salarié: 88,2% |
| | Taux d'activité des 15-64 ans: 72,5% |

Source : Insee. N.B. : Chiffres 2013.

Cherbourg (Manche)
De notre correspondant

UN CHÔMAGE à 9,2 %, rien de plus banal en France, avec une moyenne en métropole de 9,9 % selon l'Insee début 2016. Mais ce qui différencie Cherbourg (Manche) et son bassin d'emploi, c'est que, comparé à d'autres territoires similaires, il a bien mieux résisté à la crise : son chômage n'a progressé que de 1,6 point, contre 3,1 points en moyenne, depuis 2008. « Nos spécificités industrielles nous ont été favorables, explique Jean-Claude Camus, président de la chambre de commerce et d'industrie Ouest-Normandie. Il y a d'abord l'arsenal

Taux de chômage du bassin de Cherbourg-Octeville



(DCNS) avec 2 200 salariés auxquels il faut ajouter 700 à 800 sous-traitants. Au-delà des effectifs, cette industrie assure une qualification ouvrière très élevée dont profitent en permanence d'autres entreprises du secteur. Et pour toute cette filière, le plan de charge est actuellement très porteur. » Preuve du dynamisme : le second chantier naval de la ville, les Constructions mécaniques de Normandie (CMN), avec ses 320 salariés, a investi l'an dernier plus de 70 M€ dans une nouvelle usine.

Ce territoire enclavé profite aussi du nucléaire. La construction pharaonique, entamée en 2007, du réacteur EPR à Flamanville a mobilisé entre 1 000 et 4 000 salariés, auxquels s'ajoutent 1 100 salariés sur les réacteurs déjà en service. A quelques kilomètres, l'usine Areva de la Hague fait travailler 5 000 personnes. « Et

les entreprises qui gravitent autour de ces grands donneurs d'ordre se portent également bien. Nombre d'entre elles, même si elles travaillent d'abord pour le nucléaire ou la défense, sont en plus allées chercher des marchés à l'extérieur », explique Pascal Buléon, directeur de recherches au CNRS. Enfin, l'agroalimentaire reste dynamique : la coopérative des Maîtres laitiers du Cotentin, forte de ses 730 salariés, s'apprête à créer 200 nouveaux postes.

Mais, entre la réalité et le ressenti, il y a un monde. « On se réjouit de ces données mais, dans le même temps, on constate à Cherbourg que 18 % des commerces sont fermés, tempère Gilles Morlet, commerçant. Même si l'emploi est préservé, la ville-centre souffre et c'est parfois ce que les gens perçoivent d'abord. »

BERTRAND FIZEL